

le 27 octobre 2026

L’économie et la politique commerciale, deux sujets dominants pour l’électorat américain

Dernières tendances de l’économie américaine

L’inflation tient toujours la une

Alors que le comité FOMC de la Fed tient sa réunion et que personne n’attend une augmentation du taux de référence une semaine avant l’élection, les chiffres publiés mi-octobre confirment la persistance de l’inflation : le CPI (prix des biens et services achetés par les ménages) est en hausse de 3,7 % sur un an, le PPI (prix des intrants dans le processus de production) de 6,3 %. Une étude de Fitch Ratings indique que 46 % des produits du panier du consommateur américain enregistrent une inflation de plus de 3 % sur un an, plus que dans l’UE (36 %) ou au Canada (32%).

Humeur en baisse chez les consommateurs et dans le secteur du bâtiment

Le dernier sondage de l'Université du Michigan sur le sentiment du consommateur est au plus bas depuis 5 mois, à 48 après 48,1 en septembre. Les niveaux des prix et des taux d'intérêt déprime les ménages.
Le pessimisme peut aussi s'expliquer par des hausses de prix qui dépassent largement l'inflation sur la longue durée. C'est le cas du logement : une étude du New York Times souligne que le prix d'achat d'un logement en 2026 à travers le pays dépasse largement le prix payé en 1980 ajusté sur l'inflation : de 2 à 3 fois, ce qui explique que le « rêve américain », l'achat d'une maison, est reporté de 29 ans en moyenne en 1987 à 40 ans aujourd'hui. L'immobilier n'est pas seul en cause : le coût d'une année universitaire dans un établissement d'état est six fois plus cher, et le multiple pour une assurance santé est de près de 4.
Par ailleurs, beaucoup de gens dénoncent la corruption du gouvernement : les annonces présidentielles de construction de salle de balle à la Maison Blanche et les dons offerts par les milliardaires qui veulent cultiver leur relation avec le Président n'arrangent rien.

« Quand le bâtiment va… » : justement, le bâtiment va mal. Le sentiment des constructeurs de logement est à un plus bas sur les 14 dernières années, dû au taux des prêts (plus de 7 %), et au manque de main d'œuvre, résultat de la chasse aux immigrants illégaux de l'administration.

Les économistes s'inquiètent de l'évolution des finances publiques

Le Treasury a publié vendredi 23 octobre le déficit pour l'année fiscale 2026, qui se terminait le 30 septembre : tout près de 2 trillions, soit 6,2 % du PIB. Il est supérieur de 12 % à celui de l'année précédente, tiré vers le haut par le coût du remboursement de la dette (en hausse de 11 %), les dépenses sociales (santé et retraites) et l'augmentation du budget de la Défense.
Si économistes et deux ou trois think-tanks soulignent le défi que cette évolution représente, il est absent du débat politique.

Les consommateurs comptent leurs « pennies», les champions de l'IA comptent en billions ou, au minimum, en milliards

C'est au figuré que le consommateur compte ses pennies, ou cents, puisque la pièce n'est plus produite à cause d'un coût de production trois fois supérieur à sa valeur.
Mais l'IA, et les entreprises leaders du secteur, comptent bel et bien en milliards et en billions : sur la seule journée du lundi 26 octobre, Anthropic a devancé Open AI et lancé son introduction en bourse, avec l'appui de Goldman Sachs, Morgan Stanley et vingt autres banques. L'entreprise a déclaré une hausse de 1000 % de ses revenus de 2024 à 2025, et de 1300% entre les premiers semestres 2025 et 2026. Ces revenus viennent de ses ventes aux entreprises (alors qu'Open AI cible le grand public), mais une perte nette de 80 milliards de $ sur les six premiers mois de 2026 assombrit l'image. Cette « perte » apparaît comme autant de gains sur les bilans d'Amazon et d'Alphabet, qui financent l'entreprise. Les investisseurs estiment que la valeur boursière de l'entreprise pourrait se situer entre 1,4 et 1,5 billion (en baisse par rapport aux estimations initiales).
Le même jour, Meta annonçait se mettre à la recherche de 95 milliards de $ pour financer ses infrastructures d'IA, et SpaceX signer un contrat-bail de 40 milliards avec Apollo Management, pour l'achat des chips nécessaires à son développement. Tout cela sur le fond d'une inquiétude grandissante des investisseurs sur la rentabilité finale du secteur.

Actualités de la politique commerciale américaine.

La politique économique du Président, et la politique commerciale en particulier, nourrissent le mécontentement des électeurs et électrices

Les sondages ne sont pas bons pour le Président à la veille des élections de mi-parcours, même s'il déclare, dans les meetings qu'il multiplie dans les états les plus « rouges » (c'est-à-dire républicains) que les électeurs devraient voter comme s'il était sur le bulletin de vote. C'est l'économie qui concentre le rejet du public : dans un sondage CNBC publié le 22 octobre, 40 % des sondés approuvent la politique générale de l'administration, mais 34 % seulement -une baisse de 4 points par rapport à juillet- sa politique économique : un nadir. Le mécontentement n'est pas limité aux Démocrates : 35 % des Républicains sont pessimistes sur l'état de l'économie (un plus haut sur les deux termes du Président). L'enthousiasme du Président pour la « super intelligence », le vocable qu'il promeut, n'arrange pas les choses dans l'opinion publique.

La politique commerciale, et les « tariffs » en particulier sont identifiés par la population comme une des causes de l'inflation, et donc de la question de l'« affordability », thème cher aux Démocrates. Un sondage fait en septembre par le Cato Institute (libertaire et très partisan du libre-échange) indique que 75 % des sondés estiment que les « tariffs » sont un sujet important (40 %) ou très important (35 %) dans la perspective des élections. De nombreux sondages confirment cette orientation, alors que le sujet de la politique commerciale ne figurait pas dans les préoccupations des électeurs en 2024. Un sondage de Fox News début octobre confirme : 69 % d'électeurs inscrits disent rejeter les droits de douane (pire que les 65 % qui rejettent la politique du Président dans son ensemble).

Le Président dit n'en avoir que faire…

Il a certes essayé de corriger sa formule préférée (« tariffs est le plus beau mot de la langue américaine ») en précisant que le mot ne venait en réalité qu'en cinquième position, derrière les mots Dieu, famille, femme et amour.

Mais il n'est pas revenu sur le statut conféré à l'USTR, Jamieson Greer, « la personne la plus puissante de son gouvernement » (en ajoutant : « avez-vous jamais entendu parler de lui ? »). Greer rejette catégoriquement l'idée que les droits de douane ont quoi que ce soit à faire avec l'inflation, mais ne convainc guère : une étude de la Fed de New York conclut que les droits de douane sont passés intégralement dans le prix des produits finaux, contrairement aux affirmations de Greer ou du Président,

Et c'est aux « tariffs » qu'il attribue la décision d'Audi, filiale de Volkswagen, d'investir plus de 4 milliards dans une usine de production Audi en Géorgie, qui a valu au patron d'Audi, qui est intervenu deux minutes aux côtés de Trump dans un meeting électoral, de se faire étriller par la presse et les syndicats allemands.

Mais sait chercher des compromis si nécessaire :

Dans l'état du Maine, la sénatrice Susan Collins est en position difficile : vendredi dernier, la Maison Blanche a fait un numéro d'équilibrisme en supprimant les droits sur le contreplaqué, le papier et la machinerie agricole en provenance du Canada tout en augmentant les droits sur d'autres produits. Susan Collins a immédiatement souligné qu'elle avait l'oreille du Président. Reste à voir si cela aura un impact sur l'électorat du Maine mardi prochain. Dans le même temps, le conseiller économique du Président,

Kevin Hassett, puis Donald Trump annoncent la conclusion prochaine d'un accord plus général avec le Canada.

La tentative de faire baisser les prix de la viande de bœuf, en autorisant l'importation de 300 000 tonnes à droit réduit entre septembre et novembre (au grand dam des éleveurs US) a échoué : 50 000 tonnes seulement ont été importées, et le prix n'a varié que marginalement.

De même, la loi adoptée en souvenir du Sénateur de Caroline du Sud, Lindsey Graham, qui déclarait un embargo sur les importations en provenance de Russie, est passée à la trappe : le Président a suspendu sa mise en œuvre pour faire baisser les prix de l'énergie. Vladimir Poutine s'est empressé d'annoncer l'envoi de trois pétroliers (qui arriveront après mardi 3 novembre, date des élections). Encore raté !



Jean-François Boittin

Ancien diplomate et conseiller économique à l'Ambassade de France à Washington DC